



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Ca-bouge-dans-le-Reseau-Quelques,6747>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°50 > **Ca bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain**

1er août 2011

Ca bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts de cet hiver 2010-2011 riche en événements. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par mail à mobilisations@sortirdunucleaire.fr

Les citoyens se mobilisent suite à la catastrophe de Fukushima

Le 11 mars dernier le monde assistait, quasiment en direct, à l'un des plus graves accidents nucléaires de l'histoire. Les antinucléaires du monde entier voyaient défiler devant leurs yeux les images qu'ils avaient tant de fois redoutées.

Très rapidement, un vaste mouvement de mobilisation contre le nucléaire et de solidarité avec le Japon voyait le jour. À Paris d'abord, où, à l'initiative d'une militante, un rassemblement spontané a regroupé en quelques heures plusieurs centaines de personnes dont de nombreuses personnalités politiques. Dans toute la France ensuite, où en quelques jours plus de 130 rassemblements ont été organisés, parfois même par des personnes qui n'avaient jamais milité contre l'atome. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a mis en place un relai et une diffusion systématique de tous ces rassemblements.

Nucléaire, nous voulons avoir le choix

Quelques jours après la catastrophe, le Réseau "Sortir du nucléaire" lançait également un appel commun "Nucléaire, nous voulons avoir le choix", appel signé par une soixantaine d'organisations nationales qui étaient présentes dans nombre de manifestations, dont celle du dimanche 20 mars devant le Palais Bourbon à Paris.

Lors de ce rassemblement parisien, une immense banderole devait être déployée sur une façade d'immeuble jouxtant la manifestation. Mais les forces de l'ordre sont intervenues juste avant, en lacérant la banderole et en menaçant un des quatre militants de couper la corde qui le sécurisait à 30 mètres du sol, empêchant ainsi le Réseau "Sortir du nucléaire" d'afficher devant les caméras ce

message : LE NUCLÉAIRE TUE L'AVENIR. Après avoir été emmenés au commissariat du XIII^e arrondissement pour un contrôle d'identité, nos militants ont vite été relâchés, les autorités voulant absolument éviter d'offrir une tribune médiatique aux antinucléaires, surtout que des dizaines de personnes se pressaient déjà pour venir les soutenir et les faire libérer.

Le collectif IndependentWHO reçu pour la première fois à l'OMS

Fait exceptionnel, le 4 mai dernier, après 4 années de vigie citoyenne devant le siège de l'Organisation mondiale de la Santé à Genève, une délégation du collectif IndependentWHO était reçue pour la première fois dans les locaux devant lesquels ils ont si longtemps manifesté, silencieusement, leur indignation. L'OMS était représentée par sa directrice, Mme Chan, ainsi que le sous-directeur de l'institution, deux cadres supérieurs et Mme Neire, directrice du secteur Santé et Environnement, accompagnés d'une secrétaire et de deux interprètes. La rencontre, prévue pour une durée de 45 minutes, s'est finalement prolongée plus de deux heures.

Pour l'OMS, Mme Chan a pratiquement été la seule à prendre la parole. En guise d'introduction, elle a affirmé que l'OMS était libre de toute contrainte (malgré l'accord qui la lie à l'AIEA depuis 1959, que dénonce IndependentWHO). Puis elle s'est déclarée admirative de l'action du collectif et a affirmé la voir comme une expression de la société civile que l'OMS doit aujourd'hui écouter. Il était temps qu'elle s'en aperçoive...

Le collectif a, pendant les deux heures d'entretien, largement pu exposer ses revendications. L'OMS s'est déclarée d'accord sur le fond de ces demandes, hormis la révision de l'accord qui selon elle n'est pas contraignant. Avant de quitter la salle à la fin de la rencontre, les militants présents ont annoncé que la vigie se poursuivrait tant que certaines décisions ne seraient pas prises pour améliorer les conditions de vie des populations qui vivent dans les zones hautement contaminées, comme l'apport de nourriture propre.

De nouveaux groupes dans le Réseau

La catastrophe de Fukushima a incité à la création de nombreux groupes antinucléaires un peu partout en France : dans les Côtes d'Armor, le Nord de la France, le Jura, le Doubs, le Tarn, le Limousin, les Hautes-Alpes, en Ardèche, sur la Côte d'Azur... D'autres groupes qui existaient déjà se sont largement renforcés, à l'instar de Sortir du nucléaire Paris qui, en quelques semaines, a accueilli des dizaines de nouveaux membres.

Jeûnons 366 jours, fermons Fessenheim pour toujours !

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les "jeûneurs et jeûneuses de Fessenheim" entamaient la 5^{ème} semaine de jeûne-relais collectif à Colmar pour la fermeture de Fessenheim et la sortie du nucléaire en dix ans.

Lancée suite à la catastrophe de Fukushima, cette initiative a déjà rassemblé près de 100 personnes qui ont jeûné de 1 à 20 jours chacune. Elles ont reçu la visite de journalistes de l'émission Envoyé spécial (diffusée en juin sur France 2), ainsi que celle d'Eva Joly, de Corinne Lepage et de Michèle Rivasi. Après les différentes résolutions favorables à la fermeture de Fessenheim (celles du Land allemand de Bade-Wurtemberg, des deux cantons suisses de Bâle-Ville et Bâle-Campagne, de la région Franche-Comté et de la ville de Strasbourg), les militants entendent bien faire céder la région Alsace. Ils appellent donc toute personne motivée à les rejoindre pour venir grossir les rangs des

jeûneurs, et s'engagent à prendre en charge votre déplacement et à vous fournir un hébergement à proximité du stand situé devant la préfecture.

Il est également possible de jeûner de chez soi en le signalant aux jeûneurs de Fessenheim. C'est ce qu'a par exemple décidé de faire un groupe de Girondins, pour qui le jeûne paraît un moyen d'action approprié pour interpeller le monde politique et la société civile, dans le respect des principes de la non violence, au vu du contexte de l'industrie nucléaire en France aujourd'hui. Dans leur communiqué du 18 avril, ils affirment leur soutien aux jeûneurs de Fessenheim et demandent la fermeture de cette vieille centrale, implantée en zone sismique et inondable. Ils font également de leur jeûne un acte de solidarité avec les populations japonaises qui endurent le cauchemar nucléaire en ce printemps 2011, avec les innombrables victimes de Tchernobyl, ainsi qu'avec ceux qui luttent contre l'implantation de nouvelles centrales nucléaires partout dans le monde.

Pour contacter les jeûneurs de Fessenheim ou leur signaler votre soutien : Pierre Rosenzweig, 06 44 22 81 52 ou stopfessenheim@yahoo.fr

Pour contacter les jeûneurs de Bordeaux : Mimosa, 06 62 63 94 60 - Jean-Pierre, 06 30 11 64 09

Les antinucléaires au contre-G8 du Havre

Cette année, le Réseau "Sortir du nucléaire" a décidé de rejoindre le collectif "Altermob" anti-G8 et de participer à la mobilisation face aux G8 et G20 organisés en France. Nos militants ont donc participé au contre-sommet le week-end des 21 et 22 mai et étaient présents dans le cortège antinucléaire aux côtés de Greenpeace, du Réseau Action Climat et des Amis de la Terre le samedi après-midi. Globalement la mobilisation fut un succès, puisque 7000 personnes ont participé à la manifestation festive, pacifique et colorée du samedi après-midi.

Le lendemain, neuf forums intitulés "Place aux alternatives" étaient organisés. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a participé à celui sur l'énergie et est intervenu lors du débat "Le nucléaire et les choix énergétiques, parlons-en ensemble !".

Pendant ces deux jours riches en rencontres et en discussions, aucun incident n'a été à déplorer, venant contrecarrer les "prévisions" des autorités. Celles-ci entretenaient une véritable psychose depuis quelques semaines, prétendant que le contre-G8 verrait débarquer casseurs et activistes violents... Sans doute un moyen de justifier les 20 millions d'euros dépensés pour le dispositif de sécurité et les 12 000 policiers, gendarmes et militaires dépêchés sur place.